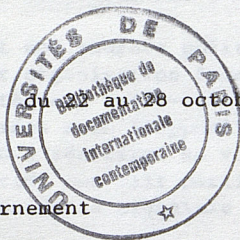


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

N° 243



POLITIQUE

L'URNG : L'influence de l'armée sur le gouvernement
Le gouvernement refuse le cessez-le-feu
Le Mexique est pour le respect de l'accord d'Esquipulas II
Une livraison militaire en provenance des Etats-Unis
Le marché du dollar contrôlé par la Contra
Des migrants demandent la protection de l'Eglise
Un appel à la lutte pour le droit des Guatémaltèques
Les négociations sur l'impôt

INSURRECTION

Les actions de l'URNG

MOUVEMENT POPULAIRE

Conflit à la Croix-Rouge et à la Sécurité sociale
Les travailleurs de la municipalité demandent de meilleurs salaires

DROITS DE L'HOMME

Nouvelle requête du GAM
Un Salvadorien enlevé
Le retour des réfugiés n'est pas envisageable

4°P. 12315

POLITIQUE

URNG : L'INFLUENCE DE L'ARMEE SUR LE GOUVERNEMENT

Dans une déclaration prononcée le 22 octobre à Vienne (Autriche), l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) affirme que "l'intervention du pouvoir militaire" pèse sur le gouvernement du président Cerezo.

Les représentants de l'URNG, qui effectuent une tournée politique en Europe, ont manifesté "la surprise" de leur organisation face au changement d'attitude du gouvernement guatémaltèque ; celui-ci a en effet déclaré "terminées" les conversations entamées avec l'opposition armée le 7 octobre à Madrid (Espagne). L'URNG a réaffirmé sa volonté politique de poursuivre le dialogue de Madrid, qui fait partie des engagements contractés par le Guatemala lors de la signature du plan de paix pour l'Amérique centrale.

LE GOUVERNEMENT REFUSE LE CESSEZ-LE-FEU

Le 24 octobre, Julio Santos, directeur des relations publiques de la présidence, a déclaré que l'armée n'accepterait aucun cessez-le-feu dans ses affrontements avec la guérilla "puisque le pays n'est pas en état de guerre".

Pour sa part, Hector Gramajo, ministre de la Défense, a fait part d'une offensive lancée par l'armée contre les insurgés opérant dans le département du Quiché (nord-ouest), afin de reprendre le contrôle de cette zone.

Commentant l'histoire et l'avenir de la lutte contre-insurrectionnelle, Gramajo a affirmé avec emphase : "nous sommes en guerre et il n'est pas bon de se le cacher" ; l'offensive lancée dans le Quiché sera réalisée par les forces de trois zones militaires et le corps "Guardia de honor" de la capitale.

Selon une déclaration du 28 octobre du ministre de la Défense, l'amnistie qui sera prochainement décrétée par le Congrès de la république fait partie de la stratégie de l'accord d'Esquipulas II ; il en était de même pour la réunion de Madrid ; il voit dans ces mesures un "instrument efficace pour désarmer l'ennemi, dont on vient à bout de deux manières : la première consiste à attaquer sa volonté de lutte, la seconde à l'éliminer".

LE MEXIQUE EST POUR LE RESPECT DE L'ACCORD D'ESQUIPULAS II

Dans un discours prononcé le 20 octobre dans la capitale mexicaine, Bernardo Sepulveda Amor, chargé des relations extérieures du Mexique, a rappelé que le "respect des accords du Guatemala est impératif". Sepulveda s'exprimait lors de la remise de la décoration de l'ordre de "l'Aigle aztèque" à Fernando Andrade Diaz-Duran, ex-ministre des relations extérieures et actuel ambassadeur du Guatemala aux Nations unies.

Andrade a fait savoir que son gouvernement avait demandé à l'ONU et à l'organisation des états américains l'envoi de missions techniques afin d'assister la commission de vérification et de contrôle chargée de la mise en place des accords d'Esquipulas II.

UNE LIVRAISON MILITAIRE EN PROVENANCE DES ETATS-UNIS

On a appris par la presse du 26 octobre l'arrivée d'un chargement de munitions de plusieurs calibres. Le matériel provient de Miami et a été acheminé sous la surveillance d'un agent fédéral des Etats-Unis. Livré dans la capitale le 22 octobre, il sera utilisé à des exercices de tirs réels par la police nationale et la police fiscale. Actuellement entreposées à l'ambassade des Etats-Unis, les caisses seront transportées au siège de la police nationale, dont les effectifs seront entraînés par le bureau fédéral des investigations (FBI). D'autre part, le navire de guerre "USS PATTERSON" commandé par le capitaine Francis Mayer est arrivé au Guatemala le 21 octobre pour une mission de "bonne volonté" ; il s'agit de la livraison de dons sous forme de médicaments.

LE MARCHÉ DU DOLLAR CONTRÔLÉ PAR LA CONTRA

Selon l'éditorial du 26 octobre paru dans le quotidien "El Grafico", le marché clandestin du dollar est contrôlé par les contrerévolutionnaires nicaraguayens installés au Guatemala. Ce trafic a été révélé lors de la découverte d'une escroquerie de 700 mille dollars, réalisée par le citoyen nicaraguayen Silvio Portacaldera, qui a fui le pays pour une destination inconnue. Celui-ci est un proche parent de Francisco Urcuyo, qui a occupé pendant quelques heures la présidence du Nicaragua après la chute du dictateur Anastasio Somoza ; Urcuyo possède en outre un bureau de change dans la capitale guatémaltèque.

DES MIGRANTS DEMANDENT LA PROTECTION DE L'EGLISE

Un groupe de 45 paysans réfugiés dans la "sierra de chama" (nord-ouest) depuis quelques années à la suite de campagnes contre-insurrectionnelles de l'armée, a demandé le 22 octobre la protection de l'Eglise catholique.

Deux délégués du groupe ont été reçus par les pompiers et les autorités ecclésiastiques de la ville de Coban, département de Alta Verapaz, Ils se sont ensuite installés avec leurs compagnons dans les locaux de la paroisse.

Selon un bulletin militaire, le groupe avait demandé la protection des forces armées, version contredite par un des pompiers présent au moment de l'entretien avec les paysans.

UN APPEL A LA LUTTE POUR LE DROIT DES GUATEMALTEQUES

Le 20 octobre, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI-TRAGUA) a lancé un appel à tous les secteurs démocratiques, progressistes et populaires, y compris les partis de l'opposition, pour lutter avec fermeté pour les droits fondamentaux des guatémaltèques, ce qui implique la lutte pour la démocratie.

Dans un document rendu public, l'UNSI-TRAGUA propose une plate-forme en huit points, exige la libération des portés-disparus et l'élaboration d'une nouvelle politique salariale (avec révision des salaires minimums) ; elle réclame la liberté de mouvement, de mobilisation en ville et à la campagne ; enfin, elle demande le respect, au plan interne, des accords conclus lors du sommet de Esquipulas II.

LES NEGOCIATIONS SUR L'IMPOT

Le 21 octobre, Augusto Garcia Noriega, représentant le secteur privé, a fait savoir que le patronat et le gouvernement négocient les modifications à apporter à la réforme fiscale votée par le Congrès. Deux phases ont été définies : Tout d'abord, la modification des mesures qui auraient "des impacts graves sur l'économie", en second lieu, l'examen du code de l'impôt et des lois fiscales "sans préjudice pour le processus de production".

INSURRECTION

LES ACTIONS DE L'URNG

Les communiqués de l'URNG diffusés les 21 et 25 octobre informent de deux attaques de postes militaires, d'un assaut contre une colonne en mouvement, d'hostilités contre l'armée, de l'occupation d'un chef-lieu municipal et de la destruction de deux installations militaires. Les principales actions insurgées ont eu lieu dans les départements du Quiché, du Peten et de San Marcos, où un contingent rebelle a occupé le chef-lieu de la municipalité, Concepcion Tutuapa et tenu une réunion politique avec les habitants.

Dans le Quiché, les forces de l'URNG ont ouvert le feu contre un hélicoptère UH-1H de la force aérienne guatémaltèque ; l'hélicoptère mitraillait la population civile du lotissement Mayaland, municipalité de Ixcán ; l'appareil a dû s'enfuir.

D'autre part, le bureau de presse de l'armée a fait savoir qu'une colonne insurgée avait attaqué le 24 octobre une patrouille dans le domaine de San Rafael, municipalité de Chicicao, département du Suchitepequez.

MOUVEMENT POPULAIRE

CONFLIT A LA CROIX-ROUGE ET A LA SECURITE SOCIALE

Le 22 octobre, le personnel médical et paramédical de la Croix-Rouge guatémaltèque a sollicité la démission de son président, Jorge Toriello. Le président est accusé d'avoir exercé des représailles contre six médecins en les licenciant ; ils avaient la veille signé une pétition réclamant une augmentation de salaire. Les installations de la Croix-Rouge ont été occupées.

Les travailleurs de l'Institut guatémaltèque de Sécurité sociale (IGSS) ont réclamé une augmentation de salaire de 25 quetzales par mois (10 dollars) ainsi que l'amélioration des pensions d'invalidité, de vieillesse, la prestation de services pour les travailleurs de la côte sud atteints de maladies communes. N'ayant pas obtenu satisfaction, ils se sont mis en grève.

LES TRAVAILLEURS DE LA MUNICIPALITE DEMANDENT DE MEILLEURS SALAIRES

Selon la presse du 22 octobre, les travailleurs des municipalités de Mazatenango (Suchitepequez) et de Quezaltenango, ont demandé des augmentations de salaires et sont prêts à prendre des mesures s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

200 agriculteurs du sud-ouest du pays ont entamé une grève de la faim en face de l'hôtel de ville de Mazatenango ; ils demandent la garantie de meilleurs prix pour leur production de maïs.

DROITS DE L'HOMME

NOUVELLE REQUETE DU GAM

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux familles de disparus a présenté le 21 octobre une demande contre 19 ex-détectives de la police nationale et contre des membres d'autres sections de sécurité de l'Etat. Le GAM les accuse d'être responsables de multiples délits contre des proches du GAM.

Nineth de Garcia, présidente du GAM, a déposé sa plainte devant le tribunal de première instance, présidé par le juge Olegario Labba.

UN SALVADORIEN ENLEVE

Le 22 octobre, German Ventura Hernandez, de nationalité salvadorienne, membre du syndicat des travailleurs du Télégraphe (ASTEL), a été interpellé par les troupes de la contre-insurrection alors qu'il se présentait au poste frontière de Talisman, département de San Marcos. Ventura Hernandez a été emmené par les troupes kabiles, circulant à bord de camionnettes immatriculées 2031 29, 203232, 33771. Détenu depuis plus de 6 jours, il n'a toujours pas été présenté au tribunal, comme le prévoit la Constitution.

D'autre part, Ignacio Macedonio Augustin, représentant les travailleurs de la ville de Tecun Uman, San Marcos, a failli être enlevé par des inconnus le 22 octobre.

LE RETOUR DES REFUGIES N'EST PAS ENVISAGEABLE

Le député Oliverio Garcia Rodas, membre de la Commission des droits de l'homme du congrès de la République a reconnu le 25 octobre que les conditions nécessaires à la survie et à la sécurité ne sont pas réunies pour un retour massif des Guatémaltèques réfugiés au Mexique. Garcia Rodas s'est exprimé après une entrevue avec Piet Buckmany, ministre de la coopération et du développement des Pays-Bas et Thomas More, ambassadeur de ce pays. Les thèmes de la réunion concernaient l'aide aux réfugiés et personnes déplacées de force, et à la situation actuelle des droits de l'homme au Guatemala, qualifiée de "critique".